

FONDS D'URGENCE ECONOMIQUE

COVID-19

CADRE D'INTERVENTION

Le Fonds d'urgence économique est une démarche volontariste de la CA2BM qui s'inscrit en complément du plan de soutien de l'Etat pour aider les entreprises à faire face aux conséquences économiques, sociales et sanitaires de l'épidémie de COVID-19.

A travers ce dispositif, la CA2BM, avec le concours opérationnel d'Initiative Montreuillois Côte d'Opale, entend accompagner, sous la forme d'un prêt de 1.500 € maximum, les très petites entreprises qui ne bénéficient pas des mesures gouvernementales pour le renforcement de leur trésorerie.

Modalités :

- Prêt d'honneur à taux zéro, sans caution, ni garantie, ni frais de dossier ;
- Attribué au dirigeant, pour l'entreprise ;
- Remboursable sur une durée de 12 à 24 mois, avec possibilité d'un différé jusqu'à 6 mois

CRITERES D'ELIGIBILITE

Entreprise

- Avoir son siège et exercer à titre principal une activité commerciale, artisanale ou de services, sur le territoire de la CA2BM ;
- Être immatriculée depuis moins de 3 ans ;
- Employer moins de 10 salariés (hors apprentis et stagiaires) ;
- Si société : capital social non détenu pour plus de 50 % par une autre société ;
- Être à jour des obligations sociales et fiscales à fin février 2020 ;
- Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (incluant demande en instance de traitement) ;
- Avoir subi une baisse de chiffre d'affaires de 30 à 50 % en mars 2020 par rapport à la moyenne des douze précédents mois (ou depuis la création pour les entreprises de moins d'un an).

Dirigeant

- Être le dirigeant de droit de l'entreprise (si plusieurs codirigeants de droit, une seule demande pourra être déposée) et y exercer une activité effective ;
- Ne pas faire l'objet d'une procédure de surendettement (incluant demande en instance de traitement).

A noter que les entreprises autorisées à poursuivre leur activité et ayant pris la décision de la stopper sont exclues de cette aide.

Dossier de demande de financement

ENTREPRISE

Nom de l'entreprise :

N° SIREN : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Date de début d'activité et lieu d'immatriculation :

Structure juridique de l'entreprise :

EI | EURL | EURL | SARL | SASU | SAS | Autres :

Si société, répartition du capital social :

Nom Prénom	% de parts sociales	Rôle dans la société (dirigeant, associé, salarié)

Adresse du siège social de l'entreprise :

.....

Ville : Code postal : |_|_|_| |_|_|_|_|_|

Courriel :

Adresse du lieu d'exploitation (si différente du siège social) :

.....

Ville : Code postal : |_|_|_| |_|_|_|_|_|

Préciser l'activité principale de l'entreprise :

.....

Nombre de salariés (hors apprentis et stagiaires) : |_|_|_|

DIRIGEANT

Nom :

Prénom :

Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Lieu de naissance :

Adresse de domicile :

Ville : Code postal : |_|_|_| |_|_|_|_|_|

Téléphone :

Courriel :

SITUATION DE L'ENTREPRISE

L'entreprise est-elle soumise à l'obligation de fermeture ? Oui Non

L'entreprise bénéficie-t-elle du plan de soutien de l'Etat ?

- chômage partiel Oui Non
- fonds de solidarité pour les TPE Oui Non

Etat de chiffre d'affaires HT

Chiffre d'affaires 2019 : €

Chiffre d'affaires mensuel moyen 2019 :€

Pour les entreprises immatriculées après mars 2019 :

- date de début d'activité :
- chiffre d'affaires HT depuis cette date jusqu'au 29/02/20 : €

L'entreprise est-elle en procédure collective ? (incluant demande en instance de traitement)

Oui Non

L'entreprise est-elle à jour de ses obligations sociales et fiscales à fin février 2020 ?

Oui Non

Le dirigeant bénéficie-t-il du maintien de l'ARE ? Oui Non

Est-il propriétaire des locaux professionnels ? Oui Non

(à titre personnel ou via une SCI)

Si locataire, montant du loyer mensuel :€

Agence bancaire : Nom du conseiller :

Expert-comptable :

Pièces à joindre au dossier

- Extrait d'immatriculation au RCS ou au RM, datant de moins de 3 mois
- Dernier bilan comptable
- Pour les entreprises de moins d'un an : attestation sur l'honneur de chiffre d'affaires réalisé mensuellement et prévisionnel de création/reprise
- Copie des trois derniers relevés de compte professionnel
- Tout document de nature à éclairer sur les difficultés rencontrées
- Copie de la carte d'identité ou du passeport du dirigeant
- Copie du dernier avis d'imposition

Initiative Montreuillois Côte d'Opale se réserve le droit de demander au dirigeant de l'entreprise toute autre pièce jugée nécessaire à l'instruction du dossier.

En cas d'éligibilité de votre dossier, des pièces complémentaires pourront éventuellement être demandées.

Pour permettre l'instruction du dossier, vous vous engagez à fournir toutes les pièces demandées.

Je, soussigné (e) (*Nom Prénom*) atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette déclaration.

Fait à : le : / / 2020

Signature :

Le dossier dûment complété, daté et signé est à transmettre à l'adresse mail suivante :
contact@initiative-montreuillois.fr

Pour toute demande de renseignement complémentaire, vous pouvez contacter :

. Initiative Montreuillois Côte d'Opale : 06.89.16.08.47

. la CA2BM, service développement économique, emploi et formation :

Fabienne RAMBUR 06.13.36.52.33 / f.rambur@ca2bm.fr

David DELATTRE 06.58.42.03.33 / d.delattre@ca2bm.fr

Les partenaires institutionnels locaux s'associent à cette initiative pour vous accompagner dans vos démarches. Le dépôt de dossier peut également se faire auprès de ces organismes. N'hésitez pas à les contacter aux adresses suivantes :



Edwige Guyomard au 06 45 65 86 20 ou par mail e.guyomard@cma-hautsdefrance.fr

Audrey Leleu au 06 99 65 54 76 ou par mail audrey.leleu@cma-hautsdefrance.fr



03 21 46 00 00 ou par mail covid19@littoralhautsdefrance.cci.fr



Anne-Sophie FLAHAUT – 03 59 61 77 99 - asf@bgelittoralopale.com



contact@initiative-montreuillois.fr

Le traitement de vos données à caractère personnel est mis en œuvre conformément aux dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen (UE) dit RGPD n°2016/679. Conformément à ces textes vous bénéficiez notamment d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au délégué à la protection des données de l'organisme dont vous dépendez.